

RENCONTRE DE LA RURALITÉ

LE MAG

N°3



**ASSOCIATION DES MAIRES
RURAUX DU NORD**



NEUVILLE ST REMY- 4 AVRIL 2025



TRANSITION ÉCOLOGIQUE : QUELS LEVIERS DE DÉVELOPPEMENT POUR LES TERRITOIRES RURAUX DES HAUTS-DE-FRANCE ?



Réseau
Compost
Citoyen





Edito

Le 04 avril 2025, à l'initiative des Associations départementales des Maires Ruraux des Hauts-de-France et en partenariat avec l'ADEME, s'est tenue une journée d'échanges sur le thème : « Transition : quels leviers de développement pour les territoires ruraux ? »

Cette journée, inscrite dans la dynamique des Grands Ateliers de l'AMRF et dans le cadre du Réseau des Élus pour Agir, a permis de réunir élus, acteurs associatifs, experts et partenaires. Je tiens à remercier sincèrement Monsieur le Maire de Neuville Saint Remy, Christian Dumont, et ses équipes pour leur accueil chaleureux et la mise à disposition de la salle des fêtes.

Le changement climatique n'est pas une abstraction : il est déjà à l'œuvre dans nos territoires, avec des impacts visibles et mesurables.

Pour donner du souffle à la réflexion et de la matière à l'action, les Rencontres de la Ruralité ont misé sur un format particulièrement apprécié : stands partenaires et ateliers participatifs. Pensés comme des espaces d'échange ouverts, ils ont permis aux élus ruraux de dialoguer directement avec des experts, des partenaires et d'autres collectivités autour de **projets concrets, reproductibles et inspirants.**

Dans une ambiance collaborative, ces temps forts ont favorisé le partage d'expérience, la mise en réseau, mais aussi la co-construction de solutions adaptées aux spécificités rurales. Chaque atelier a permis d'explorer une grande thématique de la transition écologique locale :

- Comment les communes peuvent-elles produire et partager leur propre énergie ?
- Quelle place donner aux citoyens dans les politiques pour la transition écologique et quelles méthodes ?
- Comment aménager nos espaces communaux pour préserver la biodiversité et limiter les effets du dérèglement climatique avec la participation de la ministre à l'écologie, Mme Agnès Pannier Runacher
- Quels sont les besoins d'accompagnement des communes rurales en partenariat avec l'ADEME et le réseau des élus pour agir ?

Autant de questions abordées sans tabou, dans un esprit de pragmatisme, d'ouverture et d'envie d'agir. Merci à tous pour votre participation et votre engagement pour la résilience de nos villages.

Jean Gabriel MASSON

Président de l'AMR59



Maire de Fromelles

Sommaire

Changement climatique : "la ruralité en première ligne"

Vers une autonomie énergétique locale : l'autoconsommation collective en débat

Financement de vos projets de transition

Repenser l'aménagement communal au service de la biodiversité

La ruralité, un terrain fertile pour la démocratie écologique



CHANGEMENT CLIMATIQUE : "LA RURALITÉ EN PREMIÈRE LIGNE"

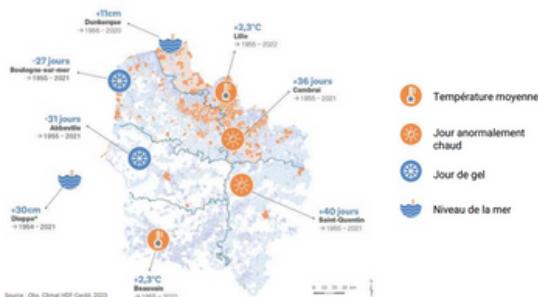
Face à un dérèglement climatique de plus en plus perceptible dans les Hauts-de-France, le CERDD a livré une intervention marquante en ouverture de la journée. L'occasion d'alerter, mais surtout de mobiliser les élus autour d'actions concrètes d'adaptation et de résilience locale.



Construire la résilience rurale dès aujourd'hui

Merci à Alexis MONTAIGNE

Évolutions climatiques et exposition aux risques



"Le changement climatique n'est plus une hypothèse, c'est une réalité que vivent déjà nos territoires. À nous, élus locaux, d'agir sans attendre."

C'est par un rappel saisissant de la réalité du changement climatique qu'Alexis Montaigne, du Centre Ressource du Développement Durable (CERDD), a ouvert la journée des Rencontres de la Ruralité. Son message : **le dérèglement climatique est déjà là, concret, visible, mesurable, y compris dans nos territoires ruraux.**

Le climat change, ici aussi

Du 8 septembre 2023, il retient une date symbole : ce jour-là, alors que la France battait des records de chaleur tardive, le Bangladesh faisait face à la pire épidémie de dengue de son histoire, le Canada luttait contre plus de mille incendies, et Hong Kong subissait ses pires pluies depuis 140 ans.

Et en Hauts-de-France ? Incendies de champs, fissures de maisons dues aux sols argileux, inondations, sécheresses... Les exemples se multiplient. À Lille, les vagues de chaleur ont progressé de +17 jours en moyenne entre 1955 et 2021, avec une apparition récente de nuits tropicales. **Le climat se transforme.**

63 % des communes de la région sont exposées à un ou plusieurs risques climatiques. Inondations, retrait-gonflement des argiles, submersions marines : autant de réalités qui pèsent déjà sur le quotidien des élus. Et demain ? Des précipitations plus intenses mais plus irrégulières, des hausses du niveau de la mer (jusqu'à +30 cm observés en 70 ans), et un impact direct sur l'agriculture, la santé, les ressources naturelles.

Pour agir dès maintenant deux leviers d'action sont à mobiliser :

- Atténuer en réduisant les émissions de gaz à effet de serre ;
- S'adapter pour anticiper les effets et protéger habitants, infrastructures et biodiversité.

Des solutions locales existent : développer la sobriété énergétique, favoriser les circuits courts, renforcer la végétalisation, coopérer à l'échelle intercommunale... et surtout, **adopter des mesures "sans regret" : utiles en toutes circonstances.**

Le message est clair : les communes rurales ne sont pas des spectatrices du changement climatique. Elles peuvent, à leur échelle, devenir des territoires pilotes de la transition.

Le CERDD, avec ses observatoires et son expertise, reste un allié de premier plan pour accompagner ces transitions dans les Hauts-de-France.



[Site du CERDD](#)

VERS UNE AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE LOCALE : L'AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE EN DÉBAT

Face à la montée des prix de l'énergie et à l'urgence climatique, de plus en plus de communes s'interrogent sur la faisabilité de l'autoconsommation collective. Cet atelier a permis de démystifier les aspects techniques et juridiques, tout en montrant que l'autonomie énergétique est un objectif atteignable... à condition d'y aller pas à pas et de s'entourer des bons partenaires.

Accompagner les communes vers l'autonomie énergétique

Merci à Clément CUNIN de France renouvelables et Pierre BROUILLARD de ConsultEnergie

Alors que la France reste dépendante à 65 % des énergies fossiles, elle dispose pourtant d'un atout de taille : une électricité déjà décarbonée à 95 %, grâce au mix entre nucléaire et énergies renouvelables. Dans ce contexte, la transition énergétique repose sur un triptyque clair : sobriété, électrification des usages et **doublement de la production d'électricité décarbonée d'ici 2050.**

Pour les territoires ruraux, cela représente une opportunité unique de devenir producteurs et consommateurs d'une énergie locale, propre et maîtrisée. L'autoconsommation collective, en particulier, permet aux communes de valoriser leurs ressources locales (toitures, friches, bâtiments publics) tout en fédérant habitants et acteurs économiques autour d'un projet commun.

Face à la complexité technique, réglementaire et financière de ces projets, des structures proposent un accompagnement sur mesure :

- Audits énergétiques adaptés aux spécificités locales
- Choix du modèle juridique (coopérative, SEM, etc.)
- Recherche de financements et ingénierie financière
- Concertation citoyenne et ancrage territorial

Ces projetsDes retombées locales concrètes :

- 50 000 emplois, dont 80 % en zones rurales
- 350 millions d'euros de retombées fiscales par an
- Financement participatif et implication citoyenne
- Réduction des factures et renforcement de la résilience locale

La transition énergétique est bien plus qu'un défi : c'est un levier puissant d'indépendance, de solidarité et de dynamisme économique pour les territoires ruraux.



“L'énergie doit devenir un levier de développement local et ne plus être vu comme une charge pour nos communes rurales.”

*Pierre BROUILLARD -
ConsultEnergie*



www.consultenergie.fr

www.france-reouvelables.fr

VERS UNE AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE LOCALE : L'AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE EN DÉBAT

Transition énergétique : des solutions concrètes pour les communes rurales

Merci à Jean-Michel JAUSSEME (ENEDIS), à Maxime DURAND (Enercoop), à Thierry BOUTILLY (CTLF)

ÉLECTRICITÉ LOCALE ET AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE : DES PROJETS À PORTÉE DE MAIN



En tant que gestionnaire du réseau électrique, Enedis joue un rôle de facilitateur technique dans le déploiement des projets d'autoconsommation collective. Enedis garantit la sécurité, l'interconnexion et la fiabilité des installations, tout en accompagnant les porteurs de projets sur le dimensionnement, la planification et la simplification des démarches. Des exemples de boucles locales ont démontré que la concertation précoce entre collectivités et Enedis est déterminante pour réussir ces projets. L'objectif : produire et consommer une électricité locale, décarbonée, et pilotée par les territoires.

UNE ÉNERGIE CITOYENNE ET COOPÉRATIVE



L'entreprise Enercoop a présenté son modèle coopératif impliquant collectivités, citoyens et usagers dans une gouvernance partagée. Cette approche favorise :

- ✓ l'implication directe des habitants
- ✓ la redistribution équitable des bénéfices
- ✓ la montée en compétence des territoires

Grâce aux financements participatifs et aux réseaux citoyens, l'énergie devient un levier de cohésion sociale, de pédagogie et de résilience locale.

DES PROJETS MULTIFONCTIONNELS : ÉNERGIE, MOBILITÉ, AMÉNAGEMENT



La Communauté d'Agglomération Chauny Tergnier La Fère (CTLF) a présenté un projet exemplaire avec un parking à bus équipé d'ombrières photovoltaïques, permettant à la fois la production d'énergie renouvelable, la valorisation de foncier public, et la réponse aux besoins de mobilité lourde. Le surplus d'électricité peut être réinjecté dans le réseau ou utilisé pour d'autres infrastructures publiques, renforçant l'indépendance énergétique locale.

Ce type de projet intégré montre comment les intercommunalités, en mutualisant ressources et compétences, peuvent porter des projets structurants au service de l'intérêt général.

Tous les intervenants ont insisté sur un point commun : la réussite passe par la coopération. Coopération entre communes, partenariats publics-privés, implication des citoyens, accompagnement technique : la transition énergétique n'est plus un projet d'experts, mais un projet de territoire.

LE GAZ RENOUVELABLE : UN COMPLÉMENT STRATÉGIQUE À L'ÉLECTRIFICATION



GRDF a mis en lumière le potentiel du gaz vert, notamment via la méthanisation des déchets agricoles. Cette énergie locale, propre et stockable permet de :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Soutenir l'agriculture et l'économie locale
- Créer de nouveaux revenus pour les exploitants et les communes

GRDF accompagne les collectivités dans l'étude, le montage et le financement de projets de production et d'injection de biométhane. Cette source d'énergie est particulièrement pertinente pour les usages industriels, la mobilité lourde ou le chauffage collectif.



RÉNO CEE COLLECTIVITÉS : une solution clé en main pour la rénovation énergétique



Merci à Ophélie SIMON

Face à la nécessité d'adopter des démarches plus responsables et d'améliorer la performance énergétique de leurs bâtiments, les collectivités locales se trouvent souvent confrontées à des défis majeurs : coûts élevés, réglementations changeantes, démarches administratives chronophages. Pour répondre à ces problématiques, Économie d'Énergie, filiale de La Poste, propose la solution RÉNO CEE SECTEUR PUBLIC.

Ce dispositif s'appuie sur les certificats d'économies d'énergie (CEE), permettant aux collectivités de bénéficier d'un accompagnement complet et d'un financement partiel de leurs travaux de rénovation.

La solution couvre différents types de travaux d'amélioration énergétique : isolation des combles perdus, isolation de la toiture par l'intérieur, calorifugeage des réseaux d'eau chaude et de chauffage, isolation des planchers bas, isolation des murs par l'extérieur.

Le processus est simplifié : identification des bâtiments éligibles, prise en charge des démarches administratives, gestion des relations avec l'administration, communication auprès des occupants, suivi des travaux et contrôle des chantiers. Les primes CEE sont directement déduites des devis et factures.



[En savoir plus](#)

Banque des Territoires : un partenaire clé pour financer la transition en milieu rural



Merci à Thomas POMMERA et Sabah OUMENSOUR

Pour les communes rurales engagées dans des projets de transition énergétique, écologique ou numérique, trouver des financements adaptés reste un défi majeur. La Banque des Territoires, bras financier de la Caisse des Dépôts, se positionne comme un allié stratégique.

Au-delà du financement, elle accompagne les élus dans la structuration et le montage de leurs projets, en facilitant l'accès aux fonds européens (FEDER, LIFE, Horizon Europe...), en préfinançant certaines opérations, ou encore en appuyant les collectivités dans la réponse aux appels à projets.

Qu'il s'agisse de rénover un bâtiment public, de créer une unité de méthanisation ou de développer une mobilité plus verte, la Banque des Territoires propose des outils simples, un appui sur mesure et une vraie expertise territoriale.

Pour les communes rurales, souvent seules face à la complexité administrative, elle est plus qu'un financeur : un accélérateur de transition.



REPENSER L'AMÉNAGEMENT COMMUNAL AU SERVICE DE LA BIODIVERSITÉ

Entre gestion des eaux pluviales, végétalisation des coeurs de village et renaturation des espaces publics, les communes rurales peuvent devenir des refuges pour la biodiversité. Dans cet atelier, des experts ont partagé des exemples concrets et des solutions simples à mettre en œuvre pour réconcilier urbanisme et nature.

Repenser la manière dont on habite, aménage et valorise l'espace rural

Merci à Danielle MAMETZ, Corentin RYCKELYNCK, Patrick BERTRAND et Jules MAYRAND

L'enjeu, partagé par tous les intervenants, est de "faire territoire autour de la biodiversité", en s'appuyant sur des projets locaux concrets, en mobilisant les habitants, les associations, les agriculteurs, les écoles, mais aussi les services techniques et urbanistes :

- Renaturation des espaces publics (cours d'écoles, parkings, places de village)
- Désimperméabilisation des sols et gestion naturelle des eaux de pluie
- Atlas de la biodiversité communale (ABC) pour mieux connaître son territoire
- Aménagements favorables à la faune et la flore (haies, mares, zones humides)
- Plans de gestion différenciée des espaces verts

Autant de démarches qui peuvent être engagées progressivement, avec des accompagnements techniques et financiers, et souvent valorisées dans les projets de transition ou les démarches Territoires Engagés pour la Nature (TEN porté par l'OFB).

La question de l'eau a occupé une place centrale dans les échanges, soulignant l'urgence de mieux intégrer la gestion des ressources hydrauliques dans les projets d'aménagement.

La mobilisation des citoyens est également nécessaire. Comment faire de la biodiversité un sujet partagé, fédérateur, accessible à tous ? Il s'agit de reconnecter les habitants à leur territoire à travers des actions simples mais symboliques (fêtes de la nature, plantations participatives, inventaires, parcours pédagogiques, chantiers communs...).

La ministre Agnès Pannier-Runacher, présente lors des échanges, a salué l'engagement des élus locaux face à ces enjeux environnementaux globaux. Elle a rappelé que la transition écologique se gagnera dans les territoires, à condition de repenser en profondeur la manière dont on habite, aménage et valorise l'espace rural.

Repenser l'aménagement communal au service de la biodiversité, c'est redonner du sens à l'action publique locale, recréer du lien avec les habitants, et renforcer la résilience de nos villages face aux crises à venir.



[Guide méthodologique OFB](#)

[Site du CEREMA](#)

[Site de l'ARB](#)

LA RURALITÉ, UN TERRAIN FERTILE POUR LA DÉMOCRATIE ÉCOLOGIQUE

Et si la transition écologique ne pouvait réussir que si elle est partagée ? Cet atelier a exploré les outils et méthodes pour impliquer les habitants dans les projets locaux : balades participatives, budgets citoyens, coopératives d'énergie... autant de pistes pour faire de la ruralité un laboratoire vivant de la démocratie écologique.

**Merci à Simon ARON, Martin BOUTRY,
Guillaume FLAMENT**

DES OUTILS CONCRETS POUR FAIRE AVEC

Les intervenants ont insisté sur un principe fondamental : ce qui compte, ce n'est pas seulement d'informer, mais bien de co-construire. Pour cela, plusieurs méthodes ont été partagées :

- Balades exploratoires ou "balades sensibles" : permettre aux habitants de redécouvrir leur territoire, d'identifier collectivement les enjeux locaux (mobilité, nature, usages).
- Cartographies participatives : recueillir des ressentis, des savoirs d'usage, des attentes concrètes, à partir de cartes simples et accessibles.
- Budget participatif écologique : laisser les citoyens proposer et voter pour des projets concrets (plantations, économies d'énergie, équipements partagés...).
- Coopératives d'énergie citoyenne : permettre aux habitants d'investir collectivement dans des installations solaires ou des projets d'autoconsommation collective.

CONSTRUIRE LA TRANSITION ENSEMBLE, C'EST AUSSI CRÉER DE LA CONFiance

Plusieurs témoignages ont rappelé que la participation ne va pas toujours de soi, surtout dans des contextes où la relation entre élus et habitants est marquée par la distance, ou la méfiance. Mais impliquer les citoyens, même modestement, c'est souvent créer de la confiance, du lien et du sens, à l'échelle d'un village ou d'un quartier.

Les retours d'expérience montrent que plus un projet est partagé, plus il est pérenne, parce qu'il repose sur une volonté collective, et non sur une décision descendante.

ET SI LA PARTICIPATION ÉTAIT AUSSI UNE RESSOURCE LOCALE ?

Ce que cet atelier a démontré, c'est qu'il ne s'agit pas seulement de "consulter" ou de "sensibiliser". Il s'agit de reconnaître les habitants comme des acteurs à part entière de la transition. Leur connaissance du territoire, leurs idées, leur implication bénévoile, sont des ressources précieuses pour réussir des projets adaptés, justes, durables.

Dans cette optique, les communes rurales ont un avantage : des échelles humaines, une proximité directe avec les citoyens, une culture du faire ensemble. Il ne tient qu'à elles d'en faire une force.



LA COMMUNE AGIT, LES CITOYENS S'ENGAGENT : RECYCLONS NOS MOBILES



Chaque année, des millions de téléphones portables dorment dans nos tiroirs. Pour lutter contre ce gaspillage, Orange propose un dispositif de collecte de mobiles usagés, accessible gratuitement aux collectivités.

Comment ça fonctionne ?

Des bornes ou cartons de collecte sont installés dans les lieux publics (mairie, école, bibliothèque...). Les téléphones récupérés sont triés, reconditionnés ou recyclés, et certains modèles permettent de financer des actions de solidarité ou environnementales.

Intérêt pour les communes rurales :

- Sensibiliser les habitants à l'économie circulaire
- Réduire les déchets électroniques
- Engager une action visible et facile à mettre en œuvre



www.collecte-mobile.orange.fr



...

ATELIER "ÉLUS POUR AGIR" – ADEME HAUTS-DE-FRANCE

ET AMR

Souvent perçues comme peu équipées face aux enjeux environnementaux, les communes rurales démontrent au contraire une capacité à innover avec des moyens limités. Ce sont elles qui, en proximité directe avec les habitants, testent, adaptent et font vivre des solutions concrètes pour la transition écologique. Ensemble, les élus ont dressé un tableau lucide mais volontaire des défis locaux.



Merci à Simon KARLESKIND

Co-animé par l'ADEME et l'AMR l'atelier de l'après midi a confirmé un constat clair : les maires et élus ruraux sont au front de la transition. Ils doivent jongler avec des réglementations complexes, une ingénierie parfois insuffisante, mais aussi des habitants de plus en plus sensibles aux enjeux écologiques. Malgré tout, l'énergie et la volonté de faire étaient palpables. «Nous ne sommes pas des techniciens, mais nous avons l'envie, et surtout la responsabilité d'agir pour nos territoires», a souligné un maire participant.

3 thèmes principaux étaient abordés :

Quels sont mes projets pour 2026 ?

Quelles priorités ?

Les élus ont partagé des projets concrets, souvent en lien avec les enjeux du quotidien :

- Réalisation de diagnostics thermiques des bâtiments communaux ;
- Travaux de rénovation énergétique (avec en ligne de mire, le bâtiment passif) ;
- Création de tiers-lieux citoyens (espaces de rencontre, repair cafés, débats, ateliers de sensibilisation) ;
- Initiatives de réduction des déchets (poulaillers collectifs, actions dans les cantines scolaires).

Ces projets ne sont pas seulement techniques : ils portent une vision sociale et éducative de la transition, en s'adressant à toutes les générations et en créant du lien entre habitants.

La méthode : avancer par petits pas, mutualiser entre communes, tester des formats légers et impliquants.

Quels sont les services et ressources dont j'ai besoin pour avancer ? Quelles sont mes contraintes ?

Ici les élus ont identifié plusieurs freins récurrents à la mise œuvre de leur projet de transition :

- Manque de ressources humaines ou de compétences techniques en interne ;
- Difficulté à naviguer dans la complexité administrative ou réglementaire ;
- Isolement dans la prise de décision, notamment dans les petites communes rurales.

Face à ces constats, le besoin d'accompagnement technique, juridique et financier est fortement ressorti. Les élus demandent des outils clairs, accessibles, et adaptés à la réalité des petites communes. Ils souhaitent aussi un accès facilité aux dispositifs régionaux, nationaux ou européens, avec des interlocuteurs identifiés.

Ce qu'ils attendent : des ingénieries locales, des réseaux d'entraide entre élus, des retours d'expériences, et des temps de formation-action concrets.

Quel rôle pour l'élu à la transition écologique dans mon conseil municipal ?

Les échanges ont mis en lumière un rôle stratégique mais encore flou. L'élu à la transition est souvent très impliqué mais manque de reconnaissance ou de relais dans son équipe.

Les participants ont exprimé le besoin de :

Clarifier ce rôle au sein de l'équipe municipale, et lui donner une vraie capacité d'action ;

Favoriser la transversalité : la transition touche l'urbanisme, l'éducation, la culture, les finances... elle ne peut être isolée dans un seul "silo" ;

S'appuyer sur les citoyens : associer les habitants aux décisions, créer des comités ou panels citoyens, ouvrir les projets à la participation active.

En résumé être élu à la transition, c'est aussi être passeur, animateur, fédérateur.

Cet atelier a montré à quel point les communes rurales peuvent devenir des lieux d'innovation écologique et démocratique. À travers des projets simples, portés avec conviction et en cherchant à embarquer élus, agents et habitants, elles prouvent qu'une transition à taille humaine est non seulement possible, mais déjà en marche.

